

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/M/46
29 mars 2001

(01-1567)

Conseil du commerce des marchandises

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION

tenue au Centre William Rappard le 15 novembre 2000 et le 14 mars 2001

Président: M. l'Ambassadeur Perez del Castillo

La réunion a été convoquée par l'aérogramme WTO/AIR/1433. L'ordre du jour proposé dans le document G/C/W/242 a été adopté. La réunion a été suspendue au sujet du point 1 et a repris le 14 mars 2001 pour terminer l'examen de ce point.

I.	ACCORD SUR LES MIC: DEMANDES DE PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5:3.....	2
II.	EXAMEN DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LES MIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 9.....	9
III.	DEMANDE DE DÉROGATION DANS LE CADRE DE L'OMC – NOUVEL ACCORD DE PARTENARIAT ACP-CE	9
IV.	PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE.....	9
V.	RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES TRAVAUX EFFECTUÉS AU SUJET DE LA FACILITATION DES ÉCHANGES.....	9
VI.	RAPPORT DE L'URUGUAY SUR LA SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE PAR CE PAYS DE LA DÉROGATION CONCERNANT LES VALEURS MINIMALES AU TITRE DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE	10
VII.	SITUATION DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU TITRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS FIGURANT À L'ANNEXE 1A DE L'ACCORD SUR L'OMC.....	10
VIII.	ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE	10
IX.	EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES.....	11
X.	ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES AU CONSEIL GÉNÉRAL	12
XI.	AUTRES QUESTIONS	12

I. ACCORD SUR LES MIC: DEMANDES DE PROROGATION DE LA PÉRIODE DE TRANSITION CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 5:3

À partir des consultations nombreuses et intensives qui avaient eu lieu les semaines précédentes, le Président a proposé les éléments d'une approche qui semblait tenir compte des diverses positions exprimées et pourrait servir de base pour une solution adaptée. En la présentant, il a dit qu'il n'était pas sûr que cette proposition ait l'assentiment de tous les Membres mais que c'était son devoir, en qualité de Président, de la faire partager aux Membres à cette session formelle du Conseil du commerce des marchandises, afin qu'ils soient pleinement informés de la teneur de toutes les consultations qui avaient eu lieu. La proposition était la suivante: premièrement, le CCM accorderait aux Membres qui en avaient fait la demande une prorogation de la période de transition du 1^{er} janvier 2000 au 31 décembre 2001. Deuxièmement, les Membres qui souhaitaient une prorogation au-delà du 31 décembre 2001 devraient présenter leur demande au CCM avant le 30 juin 2001. Ces prorogations ne seraient pas accordées automatiquement mais au cas par cas, pour une période maximale de deux ans, et seraient assorties des conditions suivantes: a) ce serait la dernière demande de prorogation; et b) elle devrait être accompagnée d'une indication des dispositions prises pour supprimer les MIC et d'un plan de suppression progressive ou d'un engagement de présenter des rapports périodiques (selon chaque cas) pour le reste de la période de transition.

La représentante des États-Unis a dit que, comme cela avait été indiqué aux réunions précédentes, elle pouvait soutenir la demande présentée par la Roumanie pour le secteur automobile et n'avait que des préoccupations techniques au sujet de la demande du Chili. De plus, au sujet de la Roumanie, la délégation des États-Unis comptait arrêter définitivement sa position sur la demande relative au secteur de la construction navale lorsqu'elle aurait reçu plus de détails de la délégation roumaine. Parmi les autres demandes de prorogation, certaines pouvaient être soutenues pour une prorogation de deux ans, avec la possibilité d'examiner avec bienveillance une période supplémentaire de deux ans dans les conditions définies. La seconde période ne serait pas garantie et ne serait en aucun cas accordée si le pays ne présentait pas des rapports sur la situation de ses MIC; ces rapports devraient comporter un plan très clair de suppression, qui serait mis en œuvre au début de la seconde période. L'intervenante considérait que tous les Membres visés par ce processus devraient rendre compte aux autres Membres pour le 1^{er} juillet 2001. Elle pensait que l'Argentine et le Mexique pourraient aussi être inclus dans ce cadre. La délégation des États-Unis soutiendrait une procédure similaire pour la Thaïlande, mais ne pensait pas que cela devrait se faire dans le cadre de l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC; elle attendait donc qu'une méthode permettant à la Thaïlande de répondre à ses préoccupations soit trouvée. Un autre candidat possible pour la proposition du Président était le Pakistan. La délégation des États-Unis n'avait pas encore reçu certaines réponses et ne saisissait toujours pas clairement toute la portée des mesures imposées par le Pakistan, mais lorsqu'elle aurait reçu des réponses écrites à ses questions, elle déterminerait si ce type de traitement était justifié; l'intervenante était néanmoins convaincue qu'il serait possible d'avancer dans un sens positif avec le Pakistan. La délégation des États-Unis était en train d'examiner la demande de la Colombie et espérait pouvoir exprimer prochainement une position officielle à ce sujet.

La délégation des États-Unis attendait encore une réponse de la Malaisie au sujet de la proposition faite par les États-Unis le 28 août 2000, qui reprenait certaines questions qu'ils avaient posées et indiquait ce qu'ils attendraient durant la période de prorogation; cette proposition offrait à la Malaisie la prorogation qu'elle souhaitait elle-même. Il lui était seulement demandé d'examiner certaines questions que la délégation des États-Unis avait posées dès le début. Tant que les réponses à ces questions ne seraient pas reçues et examinées, il serait difficile aux États-Unis d'inclure la Malaisie dans le groupe. Au sujet des Philippines, la décision prise par les États-Unis de demander l'établissement d'un groupe spécial ne signifiait pas la rupture du dialogue avec la délégation philippine. La délégation des États-Unis avait collaboré avec les Philippines, qui étaient un très important partenaire commercial des États-Unis, et il serait dans l'intérêt de chacun que cette question soit réglée à l'amiable; l'intervenante attendait donc avec intérêt de poursuivre les discussions avec les

Philippines. La position américaine sur une proposition "deux plus deux" ne préjugait évidemment pas de sa position sur le bien-fondé d'une demande ni des droits que conféraient aux États-Unis les autres Accords de l'OMC.

Le représentant du Japon a dit que la formule du Président était tout à fait acceptable. Elle répondait aux préoccupations des divers Membres intéressés ainsi qu'au besoin de renforcer et de préserver le caractère multilatéral de l'opération. Si tous les Membres requérants la jugeaient acceptable, la délégation japonaise suivrait cette orientation. Elle donnait suffisamment de temps aux Membres requérants pour effectuer les travaux nécessaires, tout en offrant à la délégation japonaise la garantie qu'elle souhaitait. Tout en considérant essentiellement avec bienveillance la position exprimée par la Thaïlande, l'intervenant a estimé qu'il y avait un aspect technique de procédure à régler. La délégation japonaise avait adressé un certain nombre de questions au Pakistan, et les réponses à ces questions apporteraient les renseignements nécessaires dans ce cas particulier.

Le représentant du Canada a dit que le processus proposé constituait un bon moyen d'avancer. Sa délégation était disposée à collaborer dans un esprit constructif et à soutenir ce processus.

Le représentant des Communautés européennes a dit que la proposition constituait la base d'une solution multilatérale aux demandes présentées. Il n'a pas souhaité s'exprimer sur chacune des demandes ou sur leur situation, qui variaient d'un Membre à l'autre. La position de la délégation des CE était toujours que le CCM devait se prononcer sur chaque cas, mais l'intervenant considérait que les grandes lignes d'un accord à caractère multilatéral constitueraient une solution applicable dans chacun des cas. La délégation des CE attendait des réponses à certaines demandes de renseignements.

Le représentant de la Thaïlande a dit que la formule "deux plus deux" ne suffirait peut-être pas compte tenu des délais nécessaires pour mettre la mesure restante en conformité avec l'Accord sur les MIC. Néanmoins, la Thaïlande était disposée à faire preuve de la souplesse nécessaire et à tenter de parvenir à une solution multilatérale de compromis inspirée de la proposition du Président. L'intervenant pensait que des détails supplémentaires seraient mis au point comme il convenait au sujet des critères et des procédures à suivre dans le cas où un Membre aurait besoin de présenter une nouvelle demande de prorogation au-delà de la période initiale de deux ans. Cela serait évidemment sans préjudice des droits et obligations qui découlaient pour les Membres des dispositions de l'Accord sur les MIC. L'intervenant a instamment invité les autres Membres à faire preuve de souplesse et à considérer la proposition avec bienveillance. Pour apporter une solution multilatérale à la demande de prorogation de la période transitoire, il fallait un large soutien de tous les Membres, et l'issue de cette question était importante pour la crédibilité du processus d'affermissement de la confiance à l'OMC.

Le représentant de l'Australie a dit qu'il devait consulter sa capitale avant de pouvoir soutenir officiellement la proposition. La délégation australienne attendait, comme les autres, la réponse aux questions posées verbalement ou par écrit, notamment dans le cas de la Thaïlande, où l'Australie était la plus affectée par la demande de prorogation de la prescription en matière d'apport local, et l'intervenant a dit qu'il comptait avoir dès que possible des consultations avec la Thaïlande.

Le représentant des Philippines a rappelé, à propos de la demande de prorogation de son pays, que la délégation philippine s'était conformée à la procédure et qu'elle avait été la première à présenter une demande, avant même la réunion ministérielle de Seattle. Tout en estimant que la proposition deux plus deux ne répondait pas exactement aux besoins du commerce, du développement et des finances des Philippines, il pensait qu'on pouvait travailler sur cette base; aussi, la délégation philippine avait-elle ramené sa demande initiale de cinq ans à trois ans et demi, avec d'importants éléments de suppression progressive. Elle était prête à discuter à tout moment du bien-fondé de cette demande dans un cadre multilatéral ou bilatéral. Quant à la proposition du Président, malgré quelques réserves, la délégation philippine pourrait éventuellement l'accepter. Les efforts faits par le Président avaient pour but de faciliter le processus multilatéral et non de le remplacer et, si quelques progrès

avaient été enregistrés, aucun résultat définitif n'était en vue pour la demande philippine ni pour les autres demandes. Si le CCM ne parvenait finalement pas à un consensus pour toutes les demandes, il ne faudrait pas que la proposition deux plus deux soit appliquée de manière arbitraire, c'est-à-dire que les Membres placés dans la même situation devraient être traités de la même manière. L'intervenant espérait que c'était la condition à laquelle la proposition pourrait faire son chemin.

Le représentant de la Nouvelle-Zélande a dit que, comme les autres, sa délégation aurait manifestement besoin de temps pour étudier de près la proposition et demander des instructions à sa capitale. Le problème était dans les détails, mais il a relevé que la proposition telle qu'elle était présentée contenait quelques éléments utiles qui pourraient apaiser ses inquiétudes, par exemple la question de l'automaticité et l'obligation de présenter un plan de suppression concret et raisonnable. Comme les autres, la Nouvelle-Zélande attendait les réponses d'un certain nombre de Membres, notamment la Thaïlande. Elle était impatiente de reprendre le dialogue avec elle sur plusieurs sujets liés à sa demande, notamment le traitement de cette question au titre de l'article 5:3 et le rapport entre cet article et la proposition du Président. Lors de la seule réunion bilatérale avec la Thaïlande, la délégation thaïlandaise avait fait savoir que, par suite d'une erreur de traduction, sa demande de prorogation aurait dû porter seulement sur le lait à boire et non sur l'ensemble du lait et des produits laitiers. La délégation néo-zélandaise l'avait incitée à présenter dès que possible un corrigendum à sa notification. Cela n'avait pas été fait, et l'intervenant espérait qu'il s'agissait simplement d'une omission et qu'un corrigendum paraîtrait sous peu. Un tel corrigendum constituerait manifestement un élément important dans l'évaluation globale de la proposition par la Nouvelle-Zélande.

Le représentant de l'Argentine a dit que cette proposition contenait bon nombre d'éléments positifs qui pourraient répondre au besoin qu'avait son pays d'une période supplémentaire et a rappelé que l'Argentine avait demandé une prorogation de sept ans. La délégation argentine attendait encore une réponse définitive de Buenos Aires mais, en principe, l'intervenant pouvait exprimer un optimisme prudent au sujet de cette réponse.

Le représentant de la Malaisie a dit qu'il avait été étonné d'entendre la représentante des États-Unis dire qu'elle n'avait pas reçu de réponse de la Malaisie à certaines demandes de renseignements. Les renseignements demandés par les États-Unis consistaient à accepter la procédure prévue à l'article 25 du Mémorandum d'accord. L'intervenant avait répondu officiellement au représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales le 6 septembre. Si les États-Unis n'avaient pas reçu les renseignements communiqués, il lui enverrait volontiers une copie de la réponse. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation n'avait rien reçu officiellement de la Malaisie et qu'elle attendait de recevoir les renseignements en question.

Le représentant du Brésil a dit que sa délégation avait besoin d'un peu de temps pour analyser les éléments de la solution qui avait été proposée et espérait y revenir ultérieurement. Le représentant de l'Égypte a pris note de l'approche proposée et a dit qu'il en informerait sa capitale. Il souhaitait connaître la voie que le Président comptait suivre pour la suite.

Le représentant de la Colombie a dit que la solution proposée contenait des éléments positifs et intéressants qui devraient aider à résoudre dans son ensemble le problème concernant les MIC. Sa capitale étudiait les détails de la proposition, et il pourrait présenter sous peu des remarques définitives.

Le représentant de la Roumanie a dit que, par esprit de souplesse, la Roumanie approuvait les éléments exposés, tout en notant que des renseignements supplémentaires étaient attendus. Le retard apporté à la présentation de ces renseignements était dû à des difficultés techniques. La délégation roumaine resterait en contact avec celle des États-Unis afin de voir quelles solutions pourraient être trouvées.

Le représentant du Pakistan a dit que son pays voyait là un exercice d'affermissement de la confiance et comptait sur une solution multilatérale constructive et positive. À propos de la formule deux plus deux proposée ce jour, sa réaction préliminaire concernait les conditions posées, dont la plus importante était que les Membres ne demanderaient pas d'autres prorogations à l'expiration de la seconde période de deux ans. Pour la délégation pakistanaise, cela soulevait des préoccupations d'ordre systémique. Une telle condition équivalait à une atteinte aux droits conférés par l'article 5:3. Le Pakistan aurait besoin d'examiner si les conditions proposées étaient conformes aux droits et obligations multilatéraux des Membres. En réponse aux préoccupations soulevées par les États-Unis et le Japon, la délégation pakistanaise a réaffirmé sa volonté de répondre dès que possible aux questions lorsqu'elle aurait reçu des réponses de sa capitale.

Le représentant du Japon a souscrit aux remarques des Philippines, à savoir que le CCM devrait appliquer le même traitement lorsque les Membres requérants remplissaient les mêmes conditions. Jusqu'à présent, les Membres qui avaient pris la parole s'étaient dits favorables à la formule; il pensait donc qu'il importait de progresser rapidement vers une solution compte tenu du calendrier précis énoncé dans la proposition.

Le représentant du Venezuela a rappelé que sa délégation avait toujours été favorable à l'idée d'une solution multilatérale au problème de prorogation de la période de transition. Il a approuvé l'appel lancé par le Président pour que toutes les parties examinent sa proposition avec souplesse afin d'arriver à une solution multilatérale définitive.

Le représentant du Chili a souscrit à la proposition et à l'approche du Président.

Le représentant de Hong Kong, Chine a trouvé que la proposition était pratique et, d'après les interventions qui avaient été faites, elle semblait jouir d'un sérieux soutien parmi les Membres. Comme le représentant de l'Égypte, il souhaitait connaître la voie que le Président comptait suivre pour la suite, sachant qu'il fallait préserver et renforcer le caractère multilatéral du processus.

À la suite de la discussion, le Conseil est convenu que le Président aurait de nouvelles consultations sur son approche, en vue d'élaborer un ou plusieurs projets de décision à examiner par le CCM. La réunion a été suspendue sur ce point, pour reprendre le 14 mars 2001.

À la reprise de la réunion, le 14 mars 2001, le Président a rappelé qu'à la réunion du 15 novembre 2000, il avait présenté les grandes lignes d'une approche qui résultait des consultations intensives qu'il avait eues conformément à la décision du Conseil général du 8 mai 2000 sur les questions relatives aux périodes de transition pour les MIC et qui pourrait servir d'approche pour une première prorogation de la période de transition. Il s'agissait en substance de proroger d'abord la période de transition jusqu'au 31 décembre 2001, avec la possibilité d'une prorogation supplémentaire limitée à deux ans, qui serait décidée au cas par cas et assujettie à certaines conditions. Cela concernerait les Membres qui auraient demandé une telle prorogation avant le 30 juin 2001. Bien que les remarques faites sur ces éléments à la réunion du 15 novembre soient encourageantes et qu'il semble y avoir un très large consensus sur cette approche, les Membres n'étaient pas unanimes. Des avis divergents avaient été exprimés sur le point de savoir si cette approche pourrait s'appliquer aux neuf demandes à examiner par le Conseil. En outre, certaines délégations avaient formulé des doutes quant aux conditions à remplir pour bénéficier de la nouvelle prorogation après l'expiration de la période initiale de deux ans. Certaines avaient aussi indiqué qu'elles souhaitaient recevoir plus de renseignements sur certaines demandes. À cet égard, le Président a appelé l'attention sur deux communications de la Thaïlande qui contenaient des réponses aux questions posées par plusieurs Membres à propos de la demande thaïlandaise. Ces communications avaient été distribuées le 23 novembre 2000 sous les cotes G/C/W/243 et 244.

En suspendant la réunion sur ce point de l'ordre du jour, le Président avait l'intention de voir s'il serait possible, à l'issue de nouvelles consultations et sur la base des éléments précités, de faire avancer le processus jusqu'au point où il serait possible de présenter des projets de décision au Conseil. En s'acquittant du mandat qui lui avait été confié par le Conseil général, il avait tenu compte de la nécessité de préserver et de renforcer le caractère multilatéral du processus. Toutefois, il percevait encore certaines difficultés pour assurer un traitement uniforme de toutes les demandes présentées et estimait donc qu'il serait dommageable de présenter dès maintenant des projets de décision, comme il comptait le faire. Compte tenu du temps écoulé depuis la présentation de ces demandes de prorogation, il était évident que le CCM devrait examiner très attentivement les nouvelles étapes qui pourraient être franchies vers le règlement de cette situation. Il pourrait évidemment demander à son nouveau Président d'avoir des consultations nouvelles ou additionnelles sur cette question. À cet égard, le Président souhaitait savoir si les délégations considéraient que cette approche était toujours valable ou si les Membres devraient envisager d'autres possibilités.

Le Président a rappelé qu'à la réunion du 15 novembre, il avait informé le Conseil des consultations qu'il avait eues conformément à la décision du Conseil général du 8 mai 2000 et des consultations qui avaient eu lieu avec les Membres qui n'avaient pas notifié de MIC ou n'avaient pas encore demandé de prorogation. Comme il l'avait dit alors, tout en donnant la priorité aux consultations relatives aux demandes présentées au titre de l'article 5:3, il considérait qu'une solution concernant ces demandes aiderait à trouver un moyen de traiter les autres cas visés par la décision du Conseil général et avait donc tenu tous les Membres informés de l'évolution du processus.

Le représentant de l'Argentine a dit que, du point de vue de sa délégation, la proposition du Président tendant à trouver une solution générale aux demandes présentées par divers Membres restait d'actualité. Jusqu'à présent, il n'y avait eu aucune idée meilleure méritant d'être étudiée. De même, il n'y avait pas d'autre solution que de continuer à avoir des consultations additionnelles, afin de chercher une solution appropriée aux demandes. Le représentant de la Colombie a souscrit aux propos de l'Argentine et formulé l'espoir que les Membres pourraient régler cette question aussi vite que possible.

La représentante des États-Unis a dit que, comme ils l'avaient indiqué aux réunions précédentes, les États-Unis pouvaient accepter une prorogation de deux ans avec possibilité d'ajouter une période de deux ans dans certains cas, ce qui donnait un total de quatre ans. La période supplémentaire ne serait pas garantie et ne serait en aucun cas accordée si le pays ne présentait pas des rapports sur la situation de ses MIC, lesquelles devraient faire l'objet d'un plan de suppression à mettre en œuvre au début de la seconde période. L'intervenante considérait que tous les Membres visés par ce processus devraient rendre compte aux autres Membres pour le 1^{er} juillet 2001. Pour l'instant, elle pensait que l'Argentine et le Mexique pourraient aussi être inclus dans ce cadre. La délégation des États-Unis pourrait soutenir une procédure similaire pour la Thaïlande, mais l'intervenante ne pensait pas que cela devrait se faire dans le cadre de l'article 5:3 de l'Accord sur les MIC; on pourrait peut-être inciter la Thaïlande à demander une dérogation au titre de l'article 9 de l'Accord de Marrakech, ce que les États-Unis pourraient approuver. Un autre candidat qui pourrait faire partie de ce groupe était le Pakistan, mais la délégation des États-Unis avait souligné à de multiples reprises qu'elle attendait toujours une réponse à certaines questions afin de pouvoir saisir clairement toute la portée des mesures imposées par le Pakistan. Elle attendait du Pakistan une mise à jour des réponses aux questions qu'elle lui avait posées un an auparavant, en février 2000. La Roumanie n'avait pas non plus répondu entièrement aux questions des États-Unis sur sa demande relative à la construction navale, alors que la délégation des États-Unis avait eu de nombreuses réunions bilatérales sur cette question. La délégation des États-Unis était toujours en train d'examiner la demande de la Colombie et espérait pouvoir exprimer prochainement une position officielle. À propos du processus législatif au Chili, il serait utile que ce dernier puisse fournir une déclaration claire et précise exposant son intention d'achever le processus législatif d'ici à la fin de l'année. La Malaisie devrait fournir une déclaration claire et précise exposant son engagement de supprimer les mesures en question d'ici à la

fin de l'année, après quoi, la délégation des États-Unis pourrait soutenir sa demande de prorogation pour deux ans. Cette déclaration devrait aussi indiquer les modalités du plan de suppression progressive. La délégation des États-Unis demanderait aussi à la Malaisie qu'elle lui remette le texte des mesures en question, afin de rendre ces MIC plus transparentes. Elle avait collaboré avec les Philippines et continuait d'attendre d'elles une réponse au sujet de la dernière proposition faite par les États-Unis. L'intervenante a annoncé que les points soulevés dans sa déclaration seraient distribués sous la forme d'une lettre au nouveau Président du CCM [ce qui a été fait le 20 mars 2001].

Le représentant du Japon a dit que, pour les neuf pays qui avaient demandé une prorogation, sa délégation avait eu des consultations bilatérales approfondies et détaillées et qu'à son avis la solution n'était pas loin. Sans entrer dans les détails pour chaque pays, il a dit que la formule deux plus deux était valable et devrait s'appliquer de la même façon à tous les Membres requérants. Dans le cas du Chili, il serait utile de savoir où il en était; quant au Pakistan, la délégation japonaise attendait toujours, comme les États-Unis, une réponse écrite à ses questions.

Le représentant de la Roumanie a dit que sa délégation était d'accord pour avancer sur la base de l'approche constructive proposée par le Président au cours de la réunion qui avait été suspendue en novembre dernier. Pour l'instant, il semblait clair que le processus de consultation devait se poursuivre; l'intervenant a donc demandé au nouveau Président du CCM d'avoir de nouvelles consultations avec les Membres intéressés, afin de régler cette question et de commencer à rédiger le texte de la décision. Quant aux suggestions faites le même jour par les États-Unis, elles seraient examinées dans sa capitale, et les questions relatives à la construction navale seraient sans doute réglées dans les semaines à venir.

Le représentant du Mexique a dit que le CCM n'était pas loin de trouver une solution multilatérale. La délégation mexicaine était ouverte à d'autres propositions ou options, mais l'approche du Président restait valable. Le représentant du Canada a dit que sa délégation restait favorable à l'approche du Président et appuierait aussi l'idée que le Président poursuive les consultations sur la base de cette approche.

Le représentant de la Malaisie a dit qu'il restait favorable à la proposition faite par le Président le 15 novembre 2000 et a insisté pour que le Conseil adopte cette approche, étant entendu qu'il n'y aurait de discrimination à l'encontre d'aucun Membre. Dans le cadre de cette proposition, si certains Membres souhaitaient demander une nouvelle prorogation de deux ans, leur demande devrait répondre à certaines conditions. La Malaisie était déterminée à supprimer ses MIC d'ici à la fin de l'année, mais dans le cas où elle ou un autre Membre voudrait bénéficier d'une nouvelle prorogation, ce choix devrait être offert à tous les Membres et pas seulement à certains des neuf Membres requérants. À propos d'une remarque faite par la délégation des États-Unis, l'intervenant n'était pas informé d'un plan de suppression progressive, mais peut-être la représentante des États-Unis parlait-elle d'un document interne destiné à la planification, qui avait été élaboré par ses collègues dans la capitale pour préparer la suppression des MIC existantes.

Le représentant des Communautés européennes a remercié les délégations d'avoir exposé leur position de façon aussi claire et complète, ce qui cautionnait dans une certaine mesure l'idée que le CCM était sur la bonne voie et s'acheminait vers une solution concernant ce problème déjà ancien. Il espérait que les Membres règlent cette question sans tarder. Cela était aussi important pour le débat sur la question de la mise en œuvre des Accords du Cycle d'Uruguay. La délégation des CE était prête, et l'était depuis quelque temps déjà, à travailler sur la formule du Président, et l'intervenant a répété que les Membres devraient agir rapidement pour régler cette question.

Le représentant du Brésil a dit que la question de la prorogation des MIC concernait non seulement les pays qui investissaient et ceux qui accueillaient ces investissements mais aussi les pays tiers. Il cherchait une solution qui soit satisfaisante quant à l'équilibre des droits et obligations entre

tous les Membres. Les consultations devaient se poursuivre et porter non seulement sur les demandes actuelles mais aussi sur les cas des Membres qui n'avaient pas notifié de MIC ou n'avaient pas encore demandé de prorogation. Les consultations sur ces deux sujets devaient aller de pair.

La représentante des Philippines a dit que son pays était disposé à participer à toute nouvelle consultation afin de régler cette question à la satisfaction de tous. La délégation philippine avait expliqué en quoi sa demande était légitime et pourquoi elle devrait être acceptée.

Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que la formule proposée par le Président à la dernière réunion du Conseil était valable et avait de bonnes chances de résoudre ce problème et qu'il espérait que le nouveau Président parviendrait à le résoudre. Les consultations avaient fait ressortir les éléments qui causaient des préoccupations et des difficultés à certains Membres, et il était convaincu que le CCM trouverait les moyens pratiques d'y répondre.

Le représentant de la Thaïlande a dit que l'approche du Président était valable et a instamment invité le nouveau Président à poursuivre les consultations pour parvenir à une solution multilatérale au problème, sur la base de la décision du Conseil général du 8 mai.

La représentante de l'Égypte a soutenu l'approche du Président visant à trouver une solution multilatérale à cette importante question. Elle s'est dite convaincue que le nouveau Président poursuivrait les consultations sur les cas actuels ainsi que sur ceux des Membres qui n'avaient pas notifié de MIC ou n'avaient pas encore demandé de prorogation ou qui avaient présenté leur demande ultérieurement dans le cadre de la décision du 8 mai.

Le représentant du Chili a informé le CCM de la situation actuelle concernant les mesures appliquées au secteur automobile et relevant des MIC. Plus d'un an et demi auparavant, un projet de loi avait été présenté au Congrès national, portant entre autres sur la dérogation des MIC appliquées au secteur automobile. Ce texte avait été adopté par deux commissions de la Chambre des députés et était en cours d'examen au Congrès. Toutefois, les commissions avaient rejeté la dérogation de la mesure appliquée au secteur automobile à cause du traitement intérieur accordé aux deux usines de montage au Chili. Il s'agissait là d'un débat intérieur qui ne remettait nullement en cause l'obligation pour le Chili de se conformer à ses obligations internationales. Le pouvoir exécutif s'occupait donc actuellement de la question avec le Parlement, afin de trouver un moyen d'accélérer l'adoption de l'amendement à la loi. Le Chili avait besoin d'un délai, qui ne devrait pas dépasser l'année en cours, afin de mettre définitivement fin à la mesure qui relevait des MIC.

La représentante des États-Unis a accueilli avec satisfaction l'assurance donnée par la Malaisie qu'elle supprimerait ses MIC d'ici à la fin de l'année. Au sujet d'un éventuel délai supplémentaire de deux ans, la délégation des États-Unis considérait que seules les demandes juridiquement fondées et présentées en temps voulu seraient examinées et acceptées au cas par cas.

Le Président a dit que le CCM avait accompli des progrès considérables et était sur la bonne voie. Son approche, qui tenait compte du caractère multilatéral de cet exercice, restait valable, comme en témoignaient les remarques exprimées ce jour par les Membres, même s'il fallait éclaircir certains aspects ou introduire peut-être de nouveaux éléments pour la rendre plus viable. Il a pris note du sentiment d'urgence exprimé par de nombreuses délégations, qui soulignait le fait que le Conseil devrait saisir cette occasion pour tenter de trouver une solution. Les Membres étaient proches d'une telle solution, qui renforcerait le processus d'affermissement de la confiance en vue de la Conférence ministérielle prévue au Qatar. Le Président s'est dit convaincu que son successeur parviendrait à s'acquitter de cette tâche dans un délai assez court et a estimé que le sentiment général était que le prochain Président devrait poursuivre le processus de consultation, tant au sujet des demandes présentées conformément à l'article 5:3 qu'à propos des vues exprimées par les pays qui n'avaient pas présenté de notifications ni de demandes.

II. EXAMEN DU FONCTIONNEMENT DE L'ACCORD SUR LES MIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 9

Le Président a rappelé que les Membres avaient été invités à présenter des documents sur la portée et la forme de l'examen. Certaines délégations avaient indiqué qu'elles pourraient présenter de tels documents, mais aucune communication n'avait encore été reçue. Il a proposé que le Conseil invite à nouveau les Membres à présenter de telles communications. Il a aussi rappelé qu'au cours des dernières réunions, il y avait eu un débat sur une proposition du Pakistan à propos d'une étude commune des Secrétariats de la CNUCED et de l'OMC afin d'aider les pays en développement à effectuer cet examen. Les deux Secrétariats s'étaient consultés à ce sujet et étaient convenus de coopérer à la réalisation d'une telle étude.

À la suite des remarques faites par le Pakistan, l'Inde et les États-Unis sur la façon d'entreprendre cette étude, le Président s'est engagé à avoir des consultations informelles avec les délégations intéressées afin de déterminer le cadre de référence de l'étude.

III. DEMANDE DE DÉROGATION DANS LE CADRE DE L'OMC – NOUVEL ACCORD DE PARTENARIAT ACP-CE

Aucune discussion n'a eu lieu sur ce point.

IV. PROGRAMME DE TRAVAIL SUR LE COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Le Président a dit que le Conseil avait tenu deux réunions informelles à la suite du mandat que le Conseil général avait confié aux organes subsidiaires lors de sa réunion de juillet, à savoir identifier les questions intersectorielles et rendre compte au Conseil général à sa réunion ordinaire de décembre 2000. Sur la demande des délégations, le Secrétariat avait mis à jour sa note d'information sur les travaux accomplis par d'autres organisations intergouvernementales sur des sujets se rapportant au programme de travail du CCM (document G/C/W/128/Add.1). Les Membres ont réaffirmé que la contribution antérieure du CCM au Conseil général, présentée par le Président du CCM en juillet 1999 (document G/C/W/158), restait d'actualité. Le Président établirait un rapport factuel faisant le point de la situation à l'intention du Conseil général pour sa réunion de décembre. Le texte de ce rapport, qu'il établirait sous sa responsabilité, avait été distribué aux délégations pour qu'elles formulent leurs remarques. Comme il n'y avait pas de remarques, le Conseil a pris note de la déclaration du Président.

V. RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES TRAVAUX EFFECTUÉS AU SUJET DE LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Le Président a rappelé que les travaux sur la facilitation des échanges avaient été entrepris conformément au paragraphe 21 de la Déclaration ministérielle de 1996, qui chargeait le CCM "d'entreprendre des travaux exploratoires et analytiques, en s'inspirant des travaux des autres organisations internationales compétentes, au sujet de la simplification des procédures commerciales pour voir s'il y a lieu d'établir des règles de l'OMC dans ce domaine". En 2000, le CCM avait eu trois réunions informelles, les 7 juin, 13 juillet et 26 octobre. La participation à ces réunions avait été très bonne, comme en témoignaient les 16 contributions écrites présentées par les délégations. En outre, le Secrétariat avait actualisé sa note d'information sur les travaux entrepris par d'autres organisations intergouvernementales [document G/C/W/80/Rev.1]. Un certain nombre de Membres avaient fait part de leur expérience au niveau national et en partie régional, et l'on avait aussi examiné les problèmes rencontrés par les pays enclavés. Les Membres étaient en outre en train d'étudier et d'analyser des principes et mesures de facilitation des échanges et leurs rapports avec les principes de l'OMC. Un troisième sous-ensemble avait trait aux aspects de la facilitation des échanges qui concernaient le développement et le renforcement des capacités. Le Président comptait établir un rapport factuel sur

les travaux accomplis en 2000 à l'intention du Conseil général pour sa réunion de décembre. Le texte de ce rapport, qu'il établirait sous sa responsabilité, serait distribué prochainement aux délégations pour qu'elles formulent leurs remarques.

Comme il n'y avait pas de remarques, le Conseil a pris note de la déclaration du Président.

VI. RAPPORT DE L'URUGUAY SUR LA SITUATION DE LA MISE EN ŒUVRE PAR CE PAYS DE LA DÉROGATION CONCERNANT LES VALEURS MINIMALES AU TITRE DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE

Le Président a rappelé la décision du Conseil général du 3 mai 2000, figurant dans le document WT/L/354, au sujet de l'application par l'Uruguay des valeurs minimales officiellement établies à certains produits aux fins de l'évaluation en douane jusqu'au 1^{er} janvier 2001. L'une des conditions énoncées dans cette décision était que l'Uruguay rende compte au CCM de la situation concernant la mise en œuvre des valeurs minimales officiellement établies. Le représentant de l'Uruguay a dit que, conformément à la décision du Conseil général figurant dans le document WT/L/354 du 3 mai 2000, la délégation uruguayenne présentait le rapport de situation suivant au Conseil. Par suite de la décision précitée, et conformément au paragraphe 2 de l'annexe III de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, l'Uruguay était autorisé à utiliser, jusqu'au 1^{er} janvier 2001, les valeurs minimales officiellement établies aux fins de l'évaluation en douane d'un certain nombre de produits énumérés à l'annexe I de cette décision, sous réserve des modalités et conditions qui y étaient énoncées. Le 31 juillet 2000, le Décret 216/2000 fixant les prix minimaux pour certains des produits énumérés à l'annexe I de la Décision WT/L/354 du Conseil général avait été approuvé. Il n'avait pas modifié les prix minimaux déjà en vigueur. Son article 5 indiquait que les prix en question resteraient en vigueur jusqu'au 1^{er} janvier 2001. Depuis la date d'adoption de la décision du Conseil général, les prix minimaux avaient été supprimés pour 23 des positions tarifaires énumérées à l'annexe I.

Le CCM a pris note du rapport.

VII. SITUATION DES NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES AU TITRE DES DISPOSITIONS DES ACCORDS FIGURANT À L'ANNEXE 1A DE L'ACCORD SUR L'OMC

Le Président a dit que, comme l'indiquait la page de couverture du document G/L/223/Rev.5, le Conseil avait adopté, à sa réunion du 15 octobre 1996, une recommandation du Groupe de travail des obligations et procédures de notification concernant le maintien, sur une base continue, de listes complètes des obligations de notification prévues dans les accords figurant à l'annexe 1A de l'Accord sur l'OMC, avec indication des Membres qui s'y seraient conformés. La mise à jour figurait dans le document G/L/223/Rev.5 et reprenait toutes les notifications présentées au 30 juin 2000.

Le Conseil a pris note des renseignements présentés dans le document G/L/223/Rev.5.

VIII. ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE

Le Président a appelé l'attention des Membres sur les deux accords énumérés sous ce point, qui avaient été notifiés au titre de l'article XXIV. Les textes de ces accords avaient été distribués sous les cotes suivantes: Accord euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et Israël - notification des parties à l'Accord (WT/REG110/N/1, WT/REG110/1); et Accord euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et le Maroc - notification des parties à l'Accord (WT/REG112/N/1, WT/REG112/1).

Comme aucune demande n'était formulée par les délégations, le Président a proposé que le Conseil soumette ces accords au Comité des accords commerciaux régionaux pour qu'il les examine

conformément au mandat suivant: "examiner, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, l'Accord euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et Israël et l'Accord euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et le Maroc, et présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises. Il est entendu que les points convenus dont le Président du Conseil du commerce des marchandises a donné lecture au titre du point 7 de l'ordre du jour de la réunion du Conseil du 20 février 1995, tels que figurant dans le document WT/REG31/1, s'appliqueront *mutatis mutandis* à l'examen. Il est également entendu que, durant cet examen, il sera dûment tenu compte des différences intrinsèques existant entre les unions douanières et les zones de libre-échange." Il en a été ainsi convenu.

Le Président a indiqué que l'Accord sur l'accession de la République kirghize à l'union douanière entre la Fédération de Russie, le Bélarus et le Kazakhstan avait été notifié à l'OMC en avril 1999. Cet accord avait été présenté au CCM à sa réunion du 2 juillet 1999, lorsque le mandat relatif à son examen avait été adopté, et l'examen lui-même avait été renvoyé au Comité des accords commerciaux régionaux. La République kirghize avait informé l'OMC des événements survenus depuis cette époque, notamment l'accession du Tadjikistan à l'union douanière ainsi que la signature d'un nouvel accord entre les cinq parties, qui consolidait ces événements. Le texte de cet accord, dénommé Accord sur l'union douanière et la zone économique unique entre la République kirghize, la Fédération de Russie, la République du Bélarus, la République du Kazakhstan et la République du Tadjikistan, avait été distribué aux Membres sous la cote WT/REG71/5 le 11 octobre 2000. Compte tenu de ces événements, le Président a proposé que le CCM modifie la partie concernée du mandat adopté le 2 juillet 1999, de sorte qu'elle soit ainsi conçue: "examiner, à la lumière des dispositions pertinentes du GATT de 1994, l'Accord sur l'union douanière et la zone économique unique entre la République kirghize, la Fédération de Russie, la République du Bélarus, la République du Kazakhstan et la République du Tadjikistan, et présenter un rapport au Conseil du commerce des marchandises." Le Conseil en est ainsi convenu.

IX. EXAMEN DES RAPPORTS ANNUELS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

Le Président a dit que, conformément aux "Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC" (WT/L/105) qui avaient été adoptées par le Conseil général le 15 novembre 1995, tous les organes constitués dans le cadre des Accords figurant à l'annexe 1A de l'Accord sur l'OMC étaient tenus de présenter chaque année un rapport factuel au Conseil du commerce des marchandises, lequel devait prendre note de ces rapports.

Le Conseil a pris note des rapports des organes suivants: Comité de l'évaluation en douane (G/L/414); Entité indépendante (G/L/410); Comité de l'accès aux marchés (G/L/401); Comité des règles d'origine (G/L/413); Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires (G/L/411); Comité des obstacles techniques au commerce (G/L/412); Comité des MIC (G/L/390); Comité des licences d'importation (G/L/403); Comité des pratiques antidumping (G/L/404); Comité des sauvegardes (G/L/404); Comité des subventions et des mesures compensatoires (G/L/408); Comité de l'agriculture (projet de rapport publié sous le numéro de job 7061); Groupe de travail des entreprises commerciales d'État (projet de rapport publié sous la cote G/STR/W/37); Comité des participants sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information (projet de rapport publié sous la cote G/IT/W/5); et Organe de supervision des textiles (G/L/398).

Au sujet du rapport de l'OSpT, le représentant de Hong Kong, Chine a relevé qu'au paragraphe 20 était résumé l'examen fait par l'Organe d'une limitation convenue entre les États-Unis et la Turquie au sujet des exportations turques de vêtements de dessous de coton et de fibres synthétiques ou artificielles à destination des États-Unis. L'OSpT avait conclu qu'il n'avait pas été démontré que la mesure était conforme aux dispositions de l'ATV. L'intervenant s'est dit sensible au fait que l'OSpT ait pris l'initiative d'examiner les mesures concernées, mais il croyait savoir que la

mesure restrictive en question était toujours en vigueur. Au titre de l'article IV:5 de l'Accord instituant l'OMC, le CCM avait la responsabilité générale de superviser le fonctionnement des accords commerciaux multilatéraux relatif au commerce des marchandises. L'intervenant espérait que le Conseil inviterait instamment les États-Unis à prendre les mesures appropriées compte tenu de la conclusion formulée par l'OSpT sur cette question. La représentante de l'Inde a dit que sa délégation s'associait aux propos de Hong Kong, Chine.

Le représentant du Pakistan a dit qu'il appuyait la proposition faite par Hong Kong, Chine et l'Inde et a appelé l'attention du CCM sur le fait qu'après avoir conclu que la mesure n'était pas conforme à l'ATV, l'OSpT avait omis de formuler des recommandations à l'intention des parties concernées. Il fallait aussi étudier cette question, et l'intervenant a demandé au Président du CCM d'insister auprès de l'OSpT pour qu'il l'examine à nouveau. Le représentant de Hong Kong, Chine a instamment invité le Président à s'occuper de cette question et à avoir des consultations informelles avec les délégations intéressées pour voir comment faire avancer cette question et répondre aux préoccupations exprimées. Cette demande a été soutenue par l'Inde et le Pakistan.

La représentante des États-Unis a dit qu'elle ne partageait pas l'avis de ces délégations au sujet des points mentionnés. Elle a proposé que le Président ait des consultations pour préciser ce qui était demandé exactement, car elle n'était pas d'accord pour que le CCM effectue un quelconque examen du type de celui qui avait été décrit pour la première fois au CCM.

Le Président a proposé que le Conseil prenne note des diverses déclarations faites sur ce point, ajoutant qu'il engagerait des consultations informelles avec les Membres intéressés pour tenter de préciser la teneur et la portée des consultations additionnelles relatives à ce point particulier.

Le Conseil en est ainsi convenu.

X. ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES AU CONSEIL GÉNÉRAL

Le Président a dit que, conformément aux "Procédures d'examen annuel des activités de l'OMC et de présentation de rapports dans le cadre de l'OMC" (WT/L/105), qui avaient été adoptées par le Conseil général le 15 novembre 1995, il avait été convenu que "[C]haque conseil sectoriel devrait faire rapport au Conseil général en novembre de chaque année sur ses activités ainsi que sur celles de ses organes subsidiaires" et que les rapports des conseils sectoriels devraient être "factuels, et [indiquer] les actions engagées et les décisions prises, avec des renvois aux rapports des organes subsidiaires [et qu'ils pourraient être établis sur le modèle des rapports du Conseil du GATT de 1947 aux PARTIES CONTRACTANTES". Le projet de rapport publié sous la cote G/C/W/241 couvrait la période du 18 octobre 1999 au 15 novembre 2000 et serait mis à jour en tenant compte de la réunion en cours.

À la suite des suggestions faites en vue de modifier le projet, le Conseil a adopté le rapport sous réserve de la mise à jour qui serait nécessaire pour tenir compte des travaux du Conseil à la réunion en cours. Le rapport a ensuite été distribué sous la cote G/L/419.

XI. AUTRES QUESTIONS

Le Président a proposé que la date de la prochaine réunion soit arrêtée après la reprise de la réunion en cours. [Il a ensuite été décidé de tenir la prochaine réunion le 14 mars 2001.]
